

## **Compte rendu du CONSEIL MUNICIPAL**

### **Lundi 20 mai 2019**

Le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-François Ravot, maire.

Date de la convocation : 16 mai 2019

Nombre de conseillers : 15

En exercice : 9

Votants : 7

Présents : Mmes MP. Girod, C. Martin, C. Mathieu,  
MM. JF Ravot, P. Chigiato, C. Saïtta, P. Tissot

Absents : Mme S. Mazenc-Nehr, M. R. Letscher

Secrétaire de séance : C. Saïtta

Début de la séance : 20h

#### **I. Approbation du compte-rendu de la séance du 15 avril 2019**

**Approuvé à l'unanimité**

#### **II. Délibérations :**

##### **1. Forfait communal 2019 OGEC Sainte Marie**

Le Conseiller municipal avec délégation du maire aux Finances rappelle au Conseil Municipal la circulaire 2012-025 du 15 février 2012 précisant les conditions de mise en œuvre de la loi 2009-1312 du 28 octobre 2009 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles publiques et privées.

Le calcul du forfait communal à verser à l'établissement OGEC Ste Marie est basé sur le coût moyen d'un élève de l'école publique Françoise Dolto issu des données du compte administratif 2018, soit 824,04 €.

Il indique que l'effectif des enfants domiciliés à Chevry et scolarisés à Ste Marie est de 62 élèves.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal de :**

- **FIXER** le forfait communal par élève de l'école primaire Ste Marie à 824,04 €, soit 51 090.49 € pour 62 élèves pour 2019. Les crédits nécessaires figurent à l'article 6558/65 du Budget Primitif 2019.

**Approuvé à l'unanimité**

##### **2. Finances – Dynacité Garantie Emprunt**

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le contrat de prêt n° 93996 en annexe signé entre : DYNACITE Office Public de l'Habitat de l'Ain ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

**Sont soumis à l'approbation du Conseil Municipal, les articles suivants :**

## Article 1

- **ACCORDE** sa garantie à hauteur de **50 %**, soit pour un montant de **22 250 euros**, pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de **44 500 euros** souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt n° 93996 constitué de 2 Lignes du Prêt destiné à financer **un logement PLS** destiné à la location, situé à **Chevry, « 617 rue St Maurice »**.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

## Article 2 – La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour une durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

| Offre CDC                                      |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|
| Caractéristiques de la Ligne du Prêt           | PLS                                      | PLS foncier                              |  |  |
| Enveloppe                                      | PLSDD 2017                               | PLSDD 2017                               |  |  |
| Identifiant de la Ligne du Prêt                | 5285897                                  | 5285898                                  |  |  |
| Montant de la Ligne du Prêt                    | 20 100 €                                 | 24 400 €                                 |  |  |
| Commission d'instruction                       | 0 €                                      | 0 €                                      |  |  |
| Durée de la période                            | Annuelle                                 | Annuelle                                 |  |  |
| Taux de période                                | 1,81 %                                   | 1,81 %                                   |  |  |
| TEG de la Ligne du Prêt                        | 1,81 %                                   | 1,81 %                                   |  |  |
| Phase d'amortissement                          |  |  |  |  |
| Durée  | 40 ans                                   | 50 ans                                   |  |  |
| Index <sup>1</sup>                             | Livret A                                 | Livret A                                 |  |  |
| Marge fixe sur index                           | 1,06 %                                   | 1,06 %                                   |  |  |
| Taux d'intérêt <sup>2</sup>                    | 1,81 %                                   | 1,81 %                                   |  |  |
| Périodicité                                    | Annuelle                                 | Annuelle                                 |  |  |
| Profil d'amortissement                         | Amortissement déduit (intérêts différés) | Amortissement déduit (intérêts différés) |  |  |
| Condition de remboursement anticipé volontaire | Indemnité actuarielle                    | Indemnité actuarielle                    |  |  |
| Modalité de révision                           | DR                                       | DR                                       |  |  |
| Taux de progressivité des échéances            | - 0,5 %                                  | - 0,5 %                                  |  |  |
| Mode de calcul des intérêts                    | Equivalent                               | Equivalent                               |  |  |
| Base de calcul des intérêts                    | 30 / 360                                 | 30 / 360                                 |  |  |

<sup>1</sup> A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

<sup>2</sup> Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

## Article 3 :

Le Conseil Municipal,

- **S'ENGAGE** pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

#### Article 4 :

Le Conseil Municipal,

- **AUTORISE** le Maire à intervenir au Contrat de Prêt qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations et l'Emprunteur.

**Approuvé à l'unanimité**

### **3. Rénovation groupe scolaire Dolto : attribution du Marché Maîtrise d'oeuvre**

Madame l'adjointe au Maire rappelle au conseil municipal sa décision de procéder à des travaux de rénovation du groupe scolaire F. Dolto rue St Maurice.

Il convient de nommer un maître d'œuvre chargé de procéder à la réalisation de ces travaux

Un marché a été passé selon la procédure adaptée en application du Décret du 25 mars 2016.

La date limite des offres était fixée au 26 avril 2019.

L'ouverture des plis a eu lieu le 13 mai 2019.

Ce marché était composé d'un seul lot. Les critères de jugement portaient sur le prix des prestations (50%) la valeur technique (40 %) et les délais (10 %).

Quatre entreprises ont envoyé leur proposition conformément aux délais :

- N°1 : Groupement BATI'VERP & MARCEL 39200 ST CLAUDE
- N°2 : AD+ ARCHITECTES 39200 ST CLAUDE
- N°3 : ATELIER DES MONTAINES 39360 ROGNA
- N°4 : SARL MODULART 01750 REPLONGES

La commission d'Appel d'Offres réunie le 16 mai 2019 expose au Conseil municipal les notes obtenues par chaque candidat :

- N°1 : BATI'VERP & MARCEL 39200 ST CLAUDE : 90,5/100 (pour un montant HT de 34'382,50 €)
- N°2 : AD+ ARCHITECTES 39200 ST CLAUDE : 66/100 (pour un montant HT de 30'337,50 €)
- N°3 : ATELIER DES MONTAINES 39360 ROGNA : 67,33/100 (pour un montant HT de 33'169 €)
- N°4 : SARL MODULART 01750 REPLONGES : 86,06/100 (pour un montant HT de 36'405 €)

La commission d'Appel d'Offres propose au conseil municipal de retenir l'offre de BATI'VERP & MARCEL.

**Il est proposé au Conseil Municipal, de :**

- **DECIDER** de suivre l'avis de la CAO
- **ATTRIBUER** le marché de maîtrise d'œuvre à Groupement BATI'VERP & MARCEL 39200 ST CLAUDE pour un montant de 34'382,50 € H.T soit 8,5% de maîtrise d'œuvre
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à notifier les marchés aux entreprises, à procéder aux ordres de service et à signer tout document se rapportant.

**Approuvé à l'unanimité**

### **4. Abrogation délibération portant refus du déclassement des compteurs d'électricité existants**

Monsieur le Maire rappelle la délibération du 11/03/2019 par laquelle le Conseil Municipal a refusé le déclassement des compteurs d'électricité existant et a interdit l'élimination des compteurs existants et leur remplacement par des compteurs communicants Linky sans le consentement préalable de la commune et une décision de désaffectation de la part de son Conseil.

Dans une correspondance en date du 2 avril 2019, Monsieur le Sous-Préfet de Gex nous rappelle :

- “ Que notre commune a délégué sa compétence (autorité organisatrice de réseau de distribution de l'électricité (AOD) au Syndicat intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain (SIEA),

- Considérant L'article L.322-4 du code de l'énergie dispose que les ouvrages des réseaux publics de distribution appartiennent aux autorités organisatrices de réseau de distribution publique et de gaz , l'article L.2224-31-IV du CGCT prévoit quant à lui que l'AOD, exploité en régie ou concédé, est la commune ou l'établissement public de coopération auquel elle a transféré cette compétence.
- Considérant que les ouvrages de réseaux de distribution d'électricité sont automatiquement mis à disposition des EPCI dès lors que la compétence AOD leur est transférée par la commune. L'article L.5211-5-III du CGCT pose le principe selon lequel le transfert de compétences entraîne le transfert à l'EPCI, lors de sa création, des biens, équipements et services publics nécessaires à l'exercice de ces compétences, ainsi que l'ensemble des droits et obligations qui y sont attachés.
- Considérant que l'article L1321-2 du CGCT dispose que la personne publique à laquelle les compétences sont transférées assume seule l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, et s'y substitue en matière contractuelle, financière et contentieuse dans la prise de possession du bien. Elle assume tous les pouvoirs de gestion. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers . Seul le droit d'aliéner n'est pas transmis à l'EPCI en vertu du régime de protection du domaine public.
- Certes la commune demeure propriétaire des ouvrages de réseaux publics de distribution (dont les compteurs électriques) qu'elle met à disposition du SIEA, en revanche, le syndicat exerçant la compétence, dès lors conformément à l'article L.1321-2 précité, la commune n'a plus vocation à intervenir en la matière.
- Au demeurant, le remplacement des compteurs électriques au profit d'un nouveau modèle ne relève pas de l'aliénation du bien. Le déclassement a pour effet de sortir le bien du domaine public, il est sans fondement dans le cas présent.
- Considérant la directive 2009/1721CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour les marchés intérieurs de l'électricité dispose que les Etats membres veillent à la mise en place de systèmes intelligents de mesure qui favorisent la participation active des consommateurs au marché de la fourniture d'électricité.
- En conséquence, la délibération d'une autorité compétente ne saurait faire échec à une norme supérieure d'application générale qui impose le déploiement de compteurs Linky.”

**Dès lors, il est proposé au Conseil Municipal de :**

- **DECIDER** d'abroger la délibération du 11 mars 2019 visant à refuser que les compteurs actuels, propriété de la commune soient remplacés sans son consentement, sous-tend l'interdiction par la commune, de l'installation des compteurs Linky.

**Approuvé à l'unanimité**

## **5. Délégation au maire pour dépôt des demandes d'urbanisme**

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 13 avril 2014, le Conseil Municipal lui a délégué pour la durée de son mandat, certaines attributions prévues à l'article L 2122-22 et L 21122-23 du code général des collectivités territoriales,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment L. 2122-22 (alinéa 27),

CONSIDÉRANT que la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 prévoit désormais que le conseil municipal peut déléguer au maire de la commune le dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme pour les bâtiments municipaux.

Il est proposé de donner à Monsieur le Maire, la délégation de procéder au dépôt de ces diverses demandes d'autorisations d'urbanisme et déclarations relatives aux travaux de construction, de démolition, de transformation des biens municipaux,

CONSIDÉRANT que cette mesure permettra de faciliter les démarches administratives de la commune.

**Il est proposé au Conseil Municipal de :**

- **DONNER** délégation à Monsieur le Maire pour procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la construction, à la démolition, à la transformation des biens municipaux ;

**Approuvé à l'unanimité**

## 6. SIEA : choix pour le remplacement de l'éclairage public route de Prost

Madame le Maire-Adjoint en charge des Travaux présente à l'assemblée le plan de financement avant-projet détaillé de l'opération « Modernisation et déplacement divers points lumineux – Rte de Prost » .

Plan de financement à intervenir entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE et de E-COMMUNICATION de l'AIN.

La solution « Luminaires neufs » a été retenue.

### Plan de financement

|   |             |
|---|-------------|
| Montant des travaux inscrits au programme T.T.C. (1)  | 94 000,00 € |
| Soit montant H.T.   | 78 333,33 € |
| Dépense subventionnable résultant des prix plafonds H.T. Syndicat   | 52 782,00 € |
| Dépense subventionnable résultant des prix plafonds HT Article 5  | 78 580,24 € |
| Participation du Syndicat   | 23 751,90 € |
| Article 5   | 54 828,34 € |
| Fonds de compensation de TVA  | 15 419,76 € |
| Dépense prévisionnelle nette restant à la charge de la commune<br>(à inscrire au compte 6554 – Contributions aux organismes de<br>regroupement – Section de fonctionnement-Dépenses)<br>(Appel de fonds de 85% du montant de cette dépense dès réalisation<br>de l'ordre de service à l'entreprise) | 0,00 €      |
| Total :   | 94 000,00 € |
| (1) = Sont inclus dans ce montant : les travaux proprement dits, les honoraires de la Maîtrise d'Oeuvre et une marge pour imprévus.   |             |

### Il est proposé au Conseil Municipal de :

- **ACCEPTER** le plan de financement avant-projet de cette opération,
- **DIRE** que les crédits nécessaires à ce programme sont à inscrire au budget communal 2019,
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'un de ces Adjoints délégués à signer le plan de financement ou tout autre document se rapportant à ce dossier entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE et de E-COMMUNICATION de l'AIN.

**Approuvé à l'unanimité**

## III. Divers

### Monsieur le Maire, Jean-François Ravot :

- a demandé à Robin Letscher d'organiser une séance publique au sujet de l'arrêt de l'éclairage public la nuit (il apparaît qu'il y a quelques personnes qui se plaignent). La FRAPNA sera invitée pour faire une présentation ;
- une réunion avec M. OBEZ est organisée pour le PLUIH afin d'obtenir une réponse à nos questions le 28 mai 2019 à 20h30 ;
- il note un grand nombre de nouvelles inscriptions à l'école Dolto (43). L'ouverture d'une 7<sup>ème</sup> classe est envisagée.
- foulée de Chevy : Delphine Butez a prévu de faire le point avec Colette Martin.

**C. Martin :**

- souhaite avoir des informations sur la continuation des travaux rue des Golettes. Marie-Pierre Girod précise que c'est prévu pour fin juin.

**C. Mathieu :**

- souhaite avoir des informations sur le début des travaux rue de Prost. Marie-Pierre Girod fera le nécessaire.

**P. Tissot :**

- souhaite savoir quand nous allons installer au City stade un accès à de l'eau potable. En effet, avec l'été qui approche et le nombre de visiteurs de plus en plus important, il devient nécessaire et urgent de le faire. Marie-Pierre Girod nous fera parvenir des devis et une décision devra être prise rapidement.

**C. Saitta :**

- Perspective financière à revoir avec la nouvelle comptable.

**M-P. Girod :**

- Les travaux à Naz ont commencé. Suivront ceux de la route de Flies.

- Prochaine commission travaux prévue le 4 juin.

. Pour ceux qui sont intéressés, il est possible de visiter le Sidefage (Paolo et Carmelo sont intéressés par une visite le samedi matin). Marie-Pierre Girod proposera des dates. Un groupe de 12 personnes minimum est demandé. S'il n'y a pas assez d'élus, les inscriptions pourront être ouvertes aux administrés.

L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée à 22h.